

La lutte contre la corruption : un défi sempiternel



(CRDI : N. Robitaille)

2006-03

par Nadine Robitaille

Celui qui s'attaque à la corruption s'expose à être attaqué à son tour.

John Githongo en sait quelque chose.

Défenseur de la transparence et de la bonne gouvernance parmi les plus réputés d'Afrique, Githongo habite aujourd'hui en Angleterre après avoir renoncé à son poste de grand responsable de la lutte contre la corruption au Kenya.

D'abord journaliste d'enquête sur la corruption dans son pays d'origine, le Kenya, Githongo a ouvert le bureau kényan de *Transparency International*, dont il a pris la direction. Cette organisation non gouvernementale anticorruption a bénéficié à différentes reprises de l'appui du CRDI.

Le monde a entendu parler de Githongo en 2003 quand le président Mwai Kibaki – élu en 2002 en promettant de lutter contre la corruption – l'a nommé secrétaire permanent auprès du Bureau du président du Kenya pour les questions de gouvernance et d'éthique.

Soulagés de voir M. Kibaki décidé à s'attaquer à la corruption, les pays donateurs ont rétabli l'aide interrompue sous le long régime de l'ancien président Daniel arap Moi. Mais ils ont vite déchanté.

En 2005, deux jours à peine après sa nomination, Githongo refaisait les manchettes en démissionnant à la faveur d'un voyage en Angleterre. On a alors beaucoup spéculé sur les motifs de son départ. Quels qu'ils aient été, sa sortie de scène aura sérieusement entamé la crédibilité du gouvernement.

Pour le grand quotidien national indépendant du Kenya *The Standard*, cette démission aura constitué une catastrophe tant pour le président lui-même que pour l'ensemble du gouvernement et le pays.

Depuis son retrait soudain de la vie politique, Githongo ne s'est pas contenté de demeurer dans l'ombre. Il défend toujours la bonne gouvernance au Kenya et partout en Afrique. En janvier 2006, il signait un rapport exposant la fraude à grande échelle au sein de l'élite politique du Kenya. En février, il a rencontré à Londres un comité de députés kenyans pour parler avec eux de son rapport. Il s'est récemment rendu au siège du CRDI, à Ottawa, pour prononcer une allocution sur la lutte contre la corruption.

Frapper d'abord au sommet

« Pour les spécialistes, la corruption ressemble à la pourriture du poisson qui commence dans la tête, explique Githongo. La corruption naît au sommet, jamais à la base. »

Puisque le problème apparaît d'abord dans les hautes sphères, c'est là qu'il faut agir en premier pour obtenir des résultats. « Dans un monde idéal, la population se prononce contre la corruption aux élections. Mais quand la corruption est systémique, il faut d'abord s'attaquer aux plus hauts dirigeants. »

Simplement remplacer un dirigeant « corrompu » ne fera pas disparaître le problème pour autant. Pour vraiment donner des résultats, toute stratégie anticorruption doit comporter sept éléments fondamentaux : le leadership et la volonté politique, des réformes institutionnelles, des réformes juridiques, des mesures judiciaires contre les fautifs, la contribution du secteur privé, celles de la société civile et des médias, des partenariats avec la communauté internationale.

« Idéalement, il faut modifier les mentalités en profondeur pour que les gens cessent de croire que la corruption fait partie de la vie, pour qu'ils se convainquent de ne pas avoir à tolérer ce genre de comportement. Mais quand la corruption est systémique, il faut du temps pour faire changer les choses. »

Pour illustrer la difficulté de transformer un gouvernement du tout au tout, Githongo le compare à un pétrolier qui change de cap : une fois la roue tournée à 180 °, le virage complet peut prendre des kilomètres.

Encore jeune, la lutte contre la corruption est très ardue. Elle ne s'est vraiment amorcée que dans les années 1990, la corruption étant, elle, aussi vieille que les gouvernements.

De nos jours, la corruption sévit dans le milieu des affaires, la vie politique, la bureaucratie et le secteur de la sécurité. Outre qu'ils sont durables, ces « réseaux » savent s'adapter, ce qui complique énormément la tâche des gouvernements décidés à leur faire la guerre.

« Certaines des administrations les plus efficaces au monde sont des organisations criminelles. Elles se mondialisent plus rapidement que ne le font les gouvernements, poursuit Githongo. Les gouvernements se laissent distancer en partie parce qu'ils ont des comptes à rendre au public, ce qui les empêche d'agir à leur guise. »

La communauté internationale a la corruption dans sa mire et n'hésite pas à pénaliser les pays et les gouvernements soupçonnés de malversations.

Il n'y a pas si longtemps, en 1977, les entreprises américaines pouvaient en toute légalité verser des pots-de-vin à des fonctionnaires étrangers. Aujourd'hui, des organisations internationales, dont l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des États américains et l'Union africaine, ont adopté des conventions contre la corruption, et la démocratisation du continent africain fait lentement disparaître les régimes corrompus.

Malgré ces progrès, les Occidentaux ont toujours largement l'impression que la corruption y est très répandue.

« D'après moi, ce sont quelques personnages excentriques, des dirigeants qui ont frappé l'imagination des Occidentaux, qui ont contribué à donner l'impression d'une Afrique foncièrement corrompue, ajoute Githongo. Je ne crois pas que la corruption soit culturellement innée. En général, dans les pays africains, les gens y sont très sensibles. »

Nadine Robitaille est rédactrice à la Division des communications du CRDI